

Vaira VIKE-FREIBERGA

**Le 2 octobre 2002
à Paris devant le Sénat**

Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Chers amis,

Je voudrais d'abord vous remercier, Monsieur le Président, pour votre accueil chaleureux et pour vos paroles d'amitié et de soutien. En tant que premier chef de l'Etat letton à adresser le Sénat de la République française, je suis sensible à l'honneur que vous me faites et le prends en signe de la bienveillance profonde et du respect mutuel qui règne entre nos deux pays ? C'est aussi un signe d'intensification des relations entre la France et la Lettonie dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Il faut dire que les liens entre la France et la Lettonie ne datent pas d'hier. Ils évoluent donc sur des assises solides et bien posées. Le rayonnement séculaire de la France en Europe, son influence prédominante en ce qui concerne la culture, la philosophie et la pensée politique, atteint depuis longtemps les côtes orientales de la Mer Baltique. Cette influence française est bel et bien présente, et ceci malgré l'influence dominante d'une culture nordique alémanique et la soumission, depuis la fin du 17^{ème} siècle, à la domination politique de l'empire tsariste russe. A la fin du 18^{ème} et au début du 19^{ème} siècle, on retrouve en Lettonie des soulèvements paysans directement inspirés par les principes de la Révolution française – Liberté, Egalité et Fraternité. Ces mêmes principes continuent de jouer leur rôle tout au long du 19^{ème} siècle lors de la formation de l'identité moderne du peuple letton, ainsi que durant la lutte pour l'indépendance au début du 20^{ème} siècle.

Après la création de l'Etat indépendant letton en 1918, les Alliés accordent la reconnaissance de jure à l'Etat letton à la conférence de Paris en janvier 1921, ceci grâce à l'appui du Président de la République française, M. Alexandre Millerand, et à l'intervention active du Ministre des Affaires étrangères, M. Aristide Briand – qui a eu une rue à Riga nommée à son honneur à l'époque. Durant toute la période d'entre-deux-guerres, les Ministres des affaires étrangères de nos deux pays ne cessèrent de multiplier les efforts diplomatiques pour consolider une paix et une stabilité durable au sein du Mouvement pan-européen. Tout en invitant tous les pays européens de la Ligue des nations à approfondir leur coopération économique et politique, la France et la Lettonie développent des relations dynamiques durant ces mêmes années. A partir de 1935, par exemple, un Comité central franco-baltique voit le jour au Parlement français. Ces relations prometteuses sont rompues subitement en 1940, avec l'occupation de la Lettonie par l'armée rouge.

La Lettonie sera toujours reconnaissante à la France de n'avoir jamais officiellement reconnu l'incorporation forcée des Etats baltes dans l'Union soviétique. Nous retenons le fait qu'en 1991, la France a reconnu sans tarder le rétablissement de l'indépendance de la Lettonie, de l'Estonie et de la Lituanie. Quelques mois plus tard, en mai 1992, M. François Mitterrand devient le premier chef d'Etat occidental à visiter les Pays baltes pour les féliciter de leur retour dans la famille des pays libres et démocratiques.

Mesdames, Messieurs,

La France, porte-drapeau de la civilisation européenne depuis des siècles, a été présente à la naissance de l'Union européenne – un Nouvel ordre dans le Vieux continent – et continue à veiller sur le processus de la construction européenne. L'accord historique franco-allemand pour le contrôle de la production du charbon et de l'acier, signé sur le fond d'une Europe d'après-guerre saignée à blanc et en ruines, devient le premier jalon du cheminement de réconciliation et d'intégration lancé par le français Jean Monnet et le luxembourgeois francisé Robert Schuman. C'est la naissance d'une Europe réunie nouvelle, inédite dans son genre, malgré les précédents, vous diriez peut-être, de l'empire romain, ; de l'empire de Charlemagne ou même la poigne unificatrice des conquêtes ottomanes. Cette pax europea, ce nouveau système d'alliance, de coopération économique et d'équilibre des pouvoirs, est devenu peut-être le plus grand succès européen de l'histoire du continent. Mais un succès hélas, qui durant tout un demi-siècle, n'impliquait que l'Europe occidentale, laissant tout l'Est et le centre derrière le rideau de fer.

L'intégration européenne, par l'addition graduelle de nouveaux membres à l'Union européenne, s'est accompagnée d'une vague de démocratisation à l'échelle du continent. Plus d'un pays membre actuel s'est vu transformé en pays démocratique stable, après des années ou même des décennies de dictature. Dans cette foulée, la présente étape d'élargissement de l'Union se présente comme l'aboutissement logique de ce cheminement.

L'échec du communisme en tant qu'idéologie et système économique et l'écroulement du colosse d'airain aux pieds d'argile qu'avait été l'Union soviétique a permis d'effacer de la carte de l'Europe cette ligne de fracture tracée par Hitler et Staline et scellée par le pacte Molotov-Ribbentrop. Pour se soustraire à une sphère d'influence post-stalinienne, un raz-de-marée de mouvements populaires a mené, à la fin des années 80 et au début des années 90, à la restauration de l'indépendance aux trois pays baltes et à une souveraineté véritable pour les nations satellites trop longtemps captives. Onze ans après, ces nations libérées du joug communiste sont prêtes à déléguer une partie de leur souveraineté si longtemps attendue à l'Union européenne, mais cette fois librement, de leur plein gré. Nous voyons là l'accomplissement de la vision prophétique de Robert Schuman, qui écrivait en 1963, et je cite : « Nous devons faire l'Europe, non seulement dans l'intérêt des peuples libres, mais aussi pour pouvoir y accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderont leur adhésion, et notre appui moral ». Fin de citation.

L'idée d'intégration européenne incarne la prévoyance stratégique et le courage politique, qui ensemble ont su surmonter des haines centenaires et à instaurer en Europe une paix et une stabilité durable, liée à une prospérité sans précédent. Mais avant tout, l'intégration européenne représente l'adhésion aux valeurs humanistes, la reconnaissance des droits de l'individu, la liberté, la démocratie et la justice – toutes valeurs nettement européennes et toutes liées aussi aux idéaux du siècle des lumières ainsi que ceux de la Révolution française. C'est donc dans ce contexte de valeurs communes qu'il faut envisager les deux processus de réunification de l'Europe maintenant en cours : l'élargissement de l'Union européenne d'une part, et celui de l'Alliance Atlantique Nord de l'autre.

Mesdames et Messieurs,

La Lettonie, pays candidat pour l'une comme pour l'autre de ces organisations supranationales attend sur le pas de la porte le résultat des décisions historiques qui doivent se prendre à Prague le 21 novembre et à Copenhague au mois de décembre. Ces décisions auront des répercussions importantes sur l'avenir de dizaines de millions de citoyens européens. Pour les pays membres de l'Union européenne comme de l'OTAN, ce sera l'occasion historique de corriger les erreurs et redresser les graves injustices commises au 20^{ème} siècle. Ce sera l'occasion d'effacer enfin les derniers vestiges de la Deuxième guerre mondiale et de confiner aux oubliettes de l'histoire le triste héritage de la Guerre froide en Europe. Ma génération de lettons, qui ont connu les horreurs de la guerre ainsi que les souffrances de l'exil ou de la déportation, a longtemps attendu le moment de la libération de notre pays et la restauration de son indépendance. Durant des décennies, ce but paraissait utopique et inaccessible. Voilà maintenant 11 ans qu'il a été atteint et nous nous dirigeons vers un nouveau but qui fait suite logique au précédent – notre intégration dans la famille des nations démocratiques européennes.

Pour nous, ainsi que pour nos contemporains dans toute l'Europe occidentale et centrale, une Europe véritablement réunie deviendra une sorte de revanche pour toutes les souffrances, les injustices et les humiliations qu'ont dû subir des dizaines de millions d'européens durant un demi-siècle d'oppression communiste.

L'élargissement de l'OTAN, comparé à l'élargissement de l'Union européenne, présente l'élément additionnel d'un partenariat de longue date entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Ce partenariat antedate, par ailleurs, la fondation de l'OTAN en 1949. Qu'on songe, entre autres, à ces interminables rangées de croix blanches, parsemées de coquelicots sur les plaines de Flandres, sépulture de deux générations de jeunes Canadiens venus défendre la France. Qu'on songe au rôle des Américains et des Canadiens dans la libération de 1945. Qu'on songe, ensuite, au plan Marshall et aux décennies de collaboration transatlantique.

Pour la Lettonie, pays candidat de l'OTAN, cette collaboration transatlantique demeure un élément essentiel de l'Alliance. C'est pourquoi nous refusons l'idée d'une rupture grandissante entre les deux continents. Certes, l'Europe se réserve le droit d'avoir ses opinions propres et ses propres priorités. C'est là un droit fondamental que la France, entre tous, a toujours revendiqué. Certes, les positions ne sont pas toujours unanimes entre les Etats-Unis et les pays européens, qu'il s'agisse de la protection de l'environnement, des appuis à l'agriculture, de la protection d'industries domestiques ou de l'intervention militaire dans des pays tiers. Cependant, il ne faudrait pas interpréter des différences d'opinion comme l'équivalent d'une rupture des liens profonds d'amitié qui relient les deux continents. Même les meilleurs amis ne sont pas toujours unanimes dans toutes leurs opinions. Maintenant, plus que jamais, c'est l'heure au dialogue et à la consultation. L'Europe et l'Amérique appartiennent au même espace de valeurs et de civilisation ; ce sont, après tout, des cultures issues d'une souche commune. Elles doivent savoir parler d'une voix commune avant de pouvoir engager un dialogue des civilisations avec le reste du monde.

Le besoin pour l'Europe de se formuler une politique cohérente, propre à sauvegarder son modèle de société, maintenir son influence politique et accroître sa compétitivité économique, ce besoin se fait de plus en plus urgent à l'ère de la mondialisation croissante. Cette mondialisation, qui nous présente de nouveaux défis, est emprunte de dangers autant que de possibilités. Elle est source de richesses en apparence intarissables, mais engendre aussi un fossé grandissant entre les riches et les pauvres dans la distribution des revenus. La plus banale de nos activités quotidiennes, tel le simple achat d'un produit dans un supermarché, peut créer des résonances économiques ou politiques dans une autre partie de la planète, qui

ne sont pas toujours immédiatement évidents. Tout un réseau de liens subtils relie les habitants de Paris avec ceux de Riga, de New-York, de Dakar ou de Pékin. Dans les conditions où l'économie et la politique deviennent de plus en plus liées, nulle décision politique ne peut plus être prise sans prendre en compte les processus dynamiques de la mondialisation.

La nouvelle Europe élargie, en plus de ses propres tâches d'intégration et de réformes internes, devra faire face aux fléaux de notre époque dont la liste demeure fort longue. On ne saurait oublier les défis que nous lançent la pauvreté et le chômage, les maladies contagieuses et l'abus de narcotiques, la discrimination et l'intolérance, l'abus des femmes et des enfants, la pollution de l'environnement et l'épuisement des ressources, le terrorisme et le crime organisé, ainsi que le trafic d'armes, de narcotiques, de contrebande et d'êtres humains résultant l'immigration clandestine. Tous sont devenus des problèmes globaux qui nécessitant des solutions à l'échelle de la planète. Ils demandent une coopération plus serrée entre tous les pays du monde, ainsi que le respect universel des normes internationales. Il n'y a pas d'alternatives. Aucun pays ne peut seul faire face à ces problèmes, aucun ne peut se soustraire à l'influence internationale.

Les attaques tragiques aux Etats-Unis en septembre de l'année passée ont accentué la menace grandissante que représente le terrorisme et le crime organisé, et la nécessité d'établir de nouvelles formes de coopération pour faire face à ces deux menaces. C'est là une raison de plus pour renforcer plus que jamais le partenariat transatlantique.

Je suis convaincue que l'OTAN en tant que l'alliance militaire la plus puissante et la plus effective de l'histoire, est à la mesure de faire face à toute forme de menaces à notre sécurité, qu'elles soient militaires, terroristes ou autres. Et je suis convaincue que l'adhésion de la Lettonie et d'autres démocraties européennes à l'Alliance apportera une contribution réelle à ses ressources. Nous l'avons démontré depuis plusieurs années déjà par le service actif de nos troupes au sein de régiments de pays membres de l'OTAN, autant au Kosovo qu'en Bosnie-Herzégovine, où le haut niveau de professionnalisme des membres de nos forces armées a été hautement apprécié par tous.

Mais je suis également convaincue que l'Europe a tout aussi besoin d'une force d'action purement européenne, capable d'agir en conformité avec une politique extérieure et de sécurité commune de l'UE. C'est une question d'organisation, d'état-major, de lignes de commande et de responsabilité. La création d'une telle force européenne de déploiement rapide faciliterait la participation de pays tels que la Suède et la Finlande, qui sont membres de l'Union mais non pas de l'OTAN, dans des opérations militaires à l'échelle européenne. Il va sans dire qu'une telle force purement européenne doit se développer en collaboration étroite et bien harmonisée avec les structures de l'OTAN, car il ne s'agit sûrement pas pour chaque état membre de déployer deux forces armées parallèles, chacune avec une chaîne de commandement différente. La Lettonie est prête à prendre tous les engagements qui seront nécessaires, que ce soit pour une alliance transatlantique ou une alliance de forces purement européennes. Déjà la Lettonie a offert ses spécialistes pour servir au sein des missions policières de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. Nous continuerons à préparer des spécialistes dans un nombre défini de niches particulières et spécialisées, offrant par là une contribution réelle à la sécurité collective de notre continent.

Mesdames, Messieurs,

La Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a commencé à siéger en mars de cette année, est un des projets de réforme les plus ambitieux dans l'histoire de l'Europe. Elle devra trouver des réponses à toute une série de questions essentielles, en commençant par la réforme des structures internes de l'Union, de ses modes de gestion, de ses mécanismes de prise de

décision et ses principes d'allocation des ressources. Déjà une Europe à 15 soulevait des défis auxquels n'avait pas fait face une Europe à 6. Il est certain qu'une Europe à 27, pour être gérée de façon efficace, aura besoin de réformes et d'ajustements. Ce sera l'occasion de faire le ménage dans la maison et de repenser de façon innovatrice certaines façons de faire qu'on rêvait de modifier depuis longtemps. La convention devra aussi se questionner sur le rôle de l'Europe sur la scène internationale, sur les manières d'assurer une présence européenne aux grands débats de l'heure, y compris les crises internationales à grande répercussion.

Il nous semble particulièrement approprié que la tâche historique de présider la Convention ait été confiée à nul autre que M. Valéry Giscard d'Estaing, grand partisan s'il y en a de l'intégration européenne. La Lettonie et les autres pays candidats sont fiers d'avoir pu désigner leurs députés parlementaires et leurs ministres du gouvernement à participer aux débats de la Convention. Il est normal que nous soyons présents aux débats qui portent sur notre avenir commun, car nous aurons aussi à subir les conséquences des décisions qui en découleront.

Les propositions soumises à la Convention devront être évaluées durant la prochaine Conférence intergouvernementale. La Lettonie et d'autres pays candidats souhaiteraient que cette Conférence n'ait lieu qu'après l'élargissement de l'Union en 2004, pour permettre la pleine participation des nouveaux pays membres à la prise de décision. Ce serait la seule façon d'assurer l'équité et la solidarité, ce serait la façon d'assurer la légitimité des solutions adoptées par tous les pays membres de l'Union européenne, qu'ils soient anciens ou nouveaux, grands ou petits.

Pour conclure, quelques mots encore sur l'accessibilité populaire des structures et des mécanismes de l'Union européenne. Il est clair que la construction de l'Europe ne peut reposer uniquement sur les conférences internationales et les rencontres intergouvernementales. Elle devra être soutenue par l'implication, la compréhension et l'appui de la masse des citoyens de toutes les nations participantes. La prise de décision en haut lieu doit toujours être perçue comme transparente et juste. Plus encore, sa signification doit pouvoir être saisie et comprise clairement par tous. C'est là un défi de taille, mais qu'il faudra absolument relever, ce besoin d'éducation politique des masses, une éducation qui puisse être autre qu'une indoctrination à une ou autre idéologie politique particulière. C'est un besoin qui est constant et toujours renouvelé, mais auquel il faut répondre, car la démocratie n'a pas vraiment de sens si elle ne repose pas sur des choix faits en connaissance de cause par chaque citoyen.

Le principe de subsidiarité, bien ancré dans les principes de base de l'Union européenne, représente une des réponses pratiques au besoin de rendre la prise des décisions plus proche des habitants. C'est pourquoi la division des compétences entre états-nations, régions et municipalités a besoin d'être définie de façon bien précise, et altérée seulement sous des conditions d'unanimité.

Mesdames, Messieurs,

En cette période historique où va se décider l'avenir de notre continent, on me demande souvent, en tant que représentante d'un pays candidat, de justifier les raisons pour lesquelles on devrait accepter mon pays au sein de l'Union, d'étaler ses mérites et de prouver en quoi il serait digne de prétendre à cet honneur. Je pense que la réponse à cela est fort simple, mais elle mérite d'être répétée. Pour devenir membre de l'Union, il faut d'abord en manifester le désir, ensuite en prouver la possibilité. L'UE s'est développé, au fil des décennies, un ensemble de lois et de règlements qui est devenu son Acquis communautaire. L'adoption de cet Acquis, la capacité de répondre aux critères énoncés il y a dix ans au Sommet de Copenhague, voilà la feuille de route à suivre et qui a été suivie par les pays candidats.

Mais l'élargissement de l'Europe comporte aussi une dimension humaine et humaniste qu'il ne faudrait pas oublier. Ces pays candidats, ils ne sont pas nés d'hier, ils ne sont pas tombés du ciel, ils ne viennent pas de la lune. Ils ont toujours été là, à vos côtés ; ils ont tous une histoire, centenaire et même millénaire, qui s'est déroulée sur le même continent – le nôtre et le vôtre. Oui, la plupart d'entre eux ont été longtemps séparés de vous par un rideau de fer qui rendait la communication quasi impossible. Mais leurs peuples ont continué de vivre et de respirer, de créer et d'évoluer, malgré le totalitarisme, malgré l'oppression. Leurs peuples ont gardé la flamme de leur foyer, leur langue, leur culture et leur identité, aussi piétinées et menacées qu'elles fussent. Leurs peuples ont continué à nourrir leurs rêves, à attiser leurs espoirs et leurs aspirations. Leurs peuples attendaient le jour où ils seraient libres, pour rejoindre les autres nations qui étaient libres déjà. Ils attendaient le jour où ils pourraient rejoindre le monde pour y apporter ce que tout être humain rêve de pouvoir apporter – ses idées et ses actions, ses talents et ses capacités, mais surtout le fruit de son expérience, précieuse justement pour tout ce qu'elle peut comporter – ses joies autant que ses peines, ses souffrances autant que ses triomphes, ses échecs autant que ses succès.

Nos peuples, lettons et autres, nous n'avons pas vraiment quitté l'Europe. Nous étions toujours là. Nous le sommes encore. L'Europe, notre patrie commune à tous, nous attend tous pour bâtir ensemble notre avenir commun.